

Point de Presse du Conseil d'Etat

10 octobre 2012

La version Internet fait foi

M. Pierre-François Unger, président du Conseil d'Etat

Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève-Confédération	4
Référendums fédéraux contre les trois accords fiscaux avec l'Allemagne, l'Autriche et le Royaume-Uni....	4
Suppression des goulets d'étranglement : Genève défend une stratégie en deux temps	4
Oui à la suppression du statut d'artiste de cabaret.....	5
Genève	6
Rencontre avec des représentants des milieux économiques	6
Mobilités 2030 : ouverture d'une large consultation sur la stratégie multimodale des déplacements.....	6
Lancement du programme de prospection et d'exploration « GEothermie 2020 »	7
Réforme de la police genevoise : adoption formelle du projet Phénix.....	7
Composition du conseil de la Fondation du Centre international de Genève.....	8
Changements de conseillères et conseillers municipaux	8
Nominations.....	10
Nouvelle directrice générale de l'office pénitentiaire.....	10
Hôpitaux universitaires de Genève : conseil d'administration complété.....	10
Agenda des invitations à la presse	11

Genève-Confédération

Référendums fédéraux contre les trois accords fiscaux avec l'Allemagne, l'Autriche et le Royaume-Uni

Dans le cadre des référendums fédéraux contre les trois accords sur l'imposition à la source conclus avec l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Autriche, le Conseil d'Etat précise que l'Etat de Genève donnera toute l'information pertinente au public en temps opportun.

En revanche, soucieux de ne pas interférer dans les éventuelles procédures, le Conseil d'Etat a prié la chancellerie d'Etat – qui mène une enquête approfondie – de ne plus publier d'information avant l'issue desdites procédures, selon sa pratique habituelle.

Le gouvernement réitère son profond attachement à l'usage conforme et libre des droits politiques.

Suppression des goulets d'étranglement : Genève défend une stratégie en deux temps

Le Conseil d'Etat prend acte avec satisfaction de la synthèse de l'étude d'opportunité en vue de la suppression des goulets d'étranglement sur les routes nationales de la région genevoise, soumise à consultation par l'Office fédéral des routes (OFROU) le 26 juillet 2012.

Le gouvernement genevois soutient la poursuite des démarches administratives et des études techniques en vue d'une réalisation très rapide de l'élargissement de la route nationale actuelle (N1) et considère que cette solution correspond à une première phase de l'amélioration du réseau autoroutier du « Grand Genève », et donc du concept global de mobilité à l'échelle de l'agglomération. Genève se déclare favorable à l'inscription, dans le prochain arrêté fédéral sur la suppression des goulets d'étranglement, de l'élargissement de la N1 dans la région genevoise et à la priorisation de cette réalisation.

Le Conseil d'Etat souhaite également la prise en considération, dans le prochain arrêté fédéral sur l'adaptation du réseau des routes nationales, de la réalisation de la traversée du lac et du contournement est de Genève ainsi que de leur financement par les moyens dévolus à ce type d'infrastructure.

Cette ceinture autoroutière permettrait non seulement de résoudre les problèmes de goulets d'étranglement, mais également de désenclaver et de développer la partie est de l'agglomération. Elle participerait ainsi à la diminution du trafic au centre-ville et sur les principaux axes internes, permettant de libérer de l'espace pour les transports publics et la mobilité douce.

La traversée du lac et le contournement est de Genève – dont le tracé exact et les accrochages restent encore à préciser – contribueraient ainsi à l'atteinte complète des objectifs de suppression du trafic de transit au centre-ville, avec la mise en place d'axes forts de transports collectifs supplémentaires et la restructuration du réseau routier cantonal par une maximisation de l'utilisation du réseau autoroutier.

La réponse du Conseil d'Etat est également l'expression des institutions franco-suisse au travers du projet d'agglomération signé par les partenaires français, vaudois et genevois ([concept du « Grand Genève »](#)), puisque la traversée du lac et le contournement est de Genève y sont intégrés pour le développement futur de la région transfrontalière.

Pour toute information complémentaire : M. Pierre Steiner, chef de projet, direction opérationnelle et des grands projets, DIME, ☎ 022 546 63 08.

Oui à la suppression du statut d'artiste de cabaret

Le Conseil d'Etat a répondu à une [consultation](#) du Département fédéral de justice et police concernant l'adaptation de l'ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative (OASA). Il s'agit de supprimer l'[art. 34 OASA](#), qui règle les conditions de séjour et de travail des artistes de cabaret pour les ressortissants d'Etats tiers.

Le Conseil d'Etat soutient globalement la solution proposée. Il constate que l'art. 34 OASA n'est d'ores et déjà plus appliqué par la moitié des cantons suisses, que l'élargissement à l'Union européenne des vingt-sept permet d'engager des artistes de cabaret sans difficulté et que la [nouvelle loi sur la prostitution](#) permet un contrôle policier plus efficace.

Cette suppression devra être accompagnée de mesures telles que la sensibilisation des représentations suisses à l'étranger et la mise en place de mécanismes de coopération par la Confédération, les cantons et les organisations de lutte contre la traite d'êtres humains. Il est également prévu de mettre sur pied un groupe d'experts chargé d'observer les effets de l'abolition du statut et de prendre les mesures éventuelles nécessaires.

La suppression du statut d'artiste de cabaret sera effective après une période transitoire visant à permettre aux établissements concernés de procéder aux adaptations requises.

Pour toute information complémentaire : M. Bruno Giovanola, directeur général de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail, DSE, ☎ 022 388 29 29.

Rencontre avec des représentants des milieux économiques

Le Conseil d'Etat a rencontré des représentants de l'Union des associations patronales genevoises (UAPG) et de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIC) dans le cadre d'un déjeuner de travail.

Cette entrevue a été l'occasion d'aborder diverses thématiques d'actualité, parmi lesquelles les déficits publics, la fiscalité, la traversée du lac et de la rade, le travail au noir ou encore le développement industriel.

La dernière rencontre de ce type a eu lieu le 14 octobre 2010 (voir [point de presse](#)).

Mobilités 2030 : ouverture d'une large consultation sur la stratégie multimodale des déplacements

Le Conseil d'Etat a validé le document politique « [Mobilités 2030 – Stratégie multimodale pour Genève](#) », et le soumet pour information et consultation à l'ensemble des partenaires concernés.

A travers ce concept et afin de répondre aux besoins de mobilité de l'agglomération dont Genève est la ville-centre, le Conseil d'Etat entend promouvoir une stratégie globale de la mobilité à l'horizon 2030 clairement exprimée, approuvée et soutenue par une majorité des acteurs de la mobilité à l'échelle cantonale et régionale. « Mobilités 2030 » propose une vision cohérente de la politique de mobilité, en intégrant tous les modes de déplacement dans une conception globale et inscrivant les différents projets qui y sont associés dans une perspective à moyen et long terme.

Indissociable des grandes politiques d'aménagement du territoire définies par le [Projet d'agglomération franco-valdo-genevois](#) et le [plan directeur cantonal](#), « Mobilités 2030 » sera mis en œuvre à travers l'ensemble des [plans directeurs quadriennaux sectoriels](#) (transports collectifs, mobilité douce, réseau routier, stationnement, marchandises, etc.). Ces plans sont eux-mêmes appelés à être déclinés sous la forme de plans d'actions thématiques et coordonnés.

« Mobilités 2030 » constitue la base d'un processus de consultation à large échelle que le Conseil d'Etat entend mener sur ce dossier, par l'intermédiaire de la direction générale de la mobilité (DGM). Celui-ci débutera d'ici la fin de l'année avec une présentation à la commission des transports du Grand Conseil, puis au sein du Conseil des déplacements (CODEP), qui regroupe les associations actives dans le domaine de la mobilité. Au mois de novembre 2012, un forum réunissant les communes, les représentants des partis politiques, les milieux associatifs et les services techniques de l'administration cantonale et des régies publiques offrant des services de mobilité permettra d'échanger sur les enjeux et orientations à retenir.

Durant cette période, les partenaires vaudois et français ainsi que les services de la Confédération seront également consultés. Sur la base des différentes remarques formulées, une stratégie finalisée sera adoptée

par le Conseil d'Etat en 2013, établissant ainsi un cadre de référence pour les travaux à venir en matière de mobilité.

Pour toute information complémentaire : M. Alexandre Prina, directeur de la planification générale, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 25.

Lancement du programme de prospection et d'exploration « GEothermie 2020 »

Le Conseil d'Etat a décidé d'initier un ambitieux programme de prospection et d'exploration en matière de géothermie profonde baptisé « GEothermie 2020 ». Dans ce cadre, il a instauré un comité de pilotage co-présidé par les conseillers d'Etat chargés des départements de l'intérieur, de la mobilité et de l'environnement (DIME) et de la sécurité (DS).

Ce comité de pilotage a pour mission de rendre, d'ici fin janvier 2013, un rapport sur la stratégie de mise œuvre du programme de prospection et d'exploration de la géothermie profonde : cadre juridique, structure organisationnelle, rôles et responsabilités des entités concernées, partenariats transfrontaliers et autres collaborations à envisager. Cette décision va dans le sens du récent [rapport remis au Grand Conseil par le Conseil d'Etat en réponse à la motion « pour une étude du sous-sol genevois en vue d'une production électrique d'origine géothermique à Genève »](#).

Le développement de la géothermie profonde représente un des axes forts de la politique énergétique du canton de Genève et constitue un objectif du [programme de législation 2010-2013](#). Il représente ainsi une des solutions retenues pour renforcer la part des énergies renouvelables locales dans notre consommation de chaleur et d'électricité.

Si diverses études géologiques préalables ont permis de mettre en évidence le potentiel géothermique genevois, elles ont également souligné la nécessité d'accroître la connaissance du sous-sol pour mieux évaluer les risques. La mise en œuvre du programme « [GEothermie 2020](#) » vise à combler ces lacunes en effectuant une prospection détaillée du sous-sol. Ces travaux préalables doivent permettre d'identifier des lieux de forages exploratoires, avant de pouvoir envisager une phase d'exploitation.

Dans ce contexte, le Conseil d'Etat a informé les Services industriels de Genève (SIG) qu'une convention leur serait soumise afin de définir les modalités de collaboration nécessaires à la réalisation de cet important projet.

Pour toute information complémentaire : M. Jacques Martelain, directeur du service de géologie, sols et déchets, DIME, ☎ 022 546 70 77, ou M. Olivier Epelly, directeur du service de l'énergie, DS, ☎ 022 327 93 64.

Réforme de la police genevoise : adoption formelle du projet Phénix

Le Conseil d'Etat a formellement validé les lignes stratégiques de la réforme de la police (projet Phénix) et l'échéancier afférent, consacrant notamment la création de plusieurs entités en sus des existantes. Il s'agit de la police de proximité, de la police de la sécurité routière, de police secours, d'un élément mobile prêt à intervenir sans délai sur l'ensemble du canton (« réserve opérationnelle » de la police) et d'une école de police unique.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a chargé le département de la sécurité d'élaborer les modifications législatives et réglementaires induites par la mise en œuvre de ce projet, et de chiffrer les coûts de fonctionnement et d'investissement y relatifs.

La réforme de la police constitue un projet politique majeur qui se trouve actuellement dans une phase clé où les hypothèses de travail privilégiées doivent progressivement se traduire par des modifications effectives dans l'organisation et le fonctionnement du corps de police.

Pour toute information complémentaire : M. François Waridel, commissaire de police chargé de mission auprès de la présidence du DS, ☎ 079 614 10 21.

Composition du conseil de la Fondation du Centre international de Genève

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi modifiant les statuts de la Fondation du Centre international de Genève (FCIG). Cette fondation de droit public a pour vocation de construire, acquérir et gérer des immeubles destinés prioritairement à des organisations internationales non gouvernementales.

Actuellement, le conseil de fondation se compose de dix membres, désignés paritairement par le Grand Conseil et le Conseil d'Etat, ainsi que d'un président en la personne du conseiller d'Etat chargé du département de l'urbanisme.

Avec la nouvelle composition prévue par le projet de loi, le Grand Conseil élira un membre par parti politique représenté en son sein, sans limitation aux cinq membres qui lui revenait jusqu'alors. Cela permettra à tous les partis siégeant au Grand Conseil d'être représentés au conseil de fondation, même quand leur nombre excède cinq.

Par ailleurs, dans un objectif de bonne gouvernance, le président sera désormais désigné par le Conseil d'Etat parmi les membres du conseil de fondation. Un positionnement clair de l'autorité d'une part, de la fondation d'autre part sera ainsi garanti.

Pour toute information complémentaire : M. François Longchamp, conseiller d'Etat, DU, ☎ 022 546 54 00.

Changements de conseillères et conseillers municipaux

Dans le courant du mois de septembre 2012, le service des votations et élections a effectué onze changements d'élus municipaux dans les différentes communes du canton.

- Avully : Mme Magali Besse Giorgi, démissionnaire de la « Liste communale », a été remplacée par M. **Philippe Gillibert**.
- Carouge : Mme Corinne Murbach, démissionnaire de la liste « Les Verts », a été remplacée par Mme **Denise Martin**.
- Genève : M. Alexis Barbey, démissionnaire de la liste « PLR – Les Libéraux-Radicaux », a été remplacé par Mme **Patricia Richard**.
- Plan-les-Ouates : M. Nicolas Bressoud, démissionnaire de la liste « Vert'libéraux », a été remplacé par Mme **Catherine Borstcher**.
- Vandœuvres : M. Baptiste Maréchal, démissionnaire de la liste « Vand'Œuvres pour Vous (VOV) », a été remplacé par M. **Jérémy Gardiol**.

Par ailleurs, en l'absence de « viennent-ensuite » sur les listes électorales, des élections complémentaires par dépôt prioritaire conformément à l'article 164 de la [loi sur l'exercice des droits politiques](#) ont eu lieu dans les communes suivantes :

- Aire-la-Ville : M. **Livio Lanza** a été élu sans scrutin sur la liste « L'Alternative » suite à la démission de M. Giovanni Civino.
- Collex-Bossy : M. **Sébastien Rémy** a été élu sans scrutin sur la liste « PLR – Les Libéraux-Radicaux » suite à la démission de M. Nicolas Baumgartner.
- Confignon : M. **Joël Frauenfelder** a été élu sans scrutin sur la liste « PLR – Les Libéraux-Radicaux » suite à la démission de M. Olivier Peyrot.
- Corsier : M. **Eric Anselmetti** a été élu sans scrutin sur la liste « Entente corsieroise » suite à la démission de M. Christian Cramer.
- Puplinge : M. **Christian Brühlart** a été élu sans scrutin sur la liste « Groupement intérêts communaux » suite à la démission de Mme Marie-Paule Grandjean.
- Troinex : Mme **Stéphanie Downing** a été élue sans scrutin sur la liste « Troinex Alternative » suite à la démission de M. Bernard Gay.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Nominations

Nouvelle directrice générale de l'office pénitentiaire



Le Conseil d'Etat a nommé Mme **Sandra Favre de Oliveira** à la fonction de directrice générale de l'office pénitentiaire. Elle entrera en fonction le 15 octobre 2012.

Agée de 43 ans, experte diplômée en finance et en controlling, Mme Favre de Oliveira a occupé des fonctions à responsabilité dans diverses sociétés financières de la place avant de rejoindre la direction générale de l'office pénitentiaire, le 1^{er} décembre 2010, en qualité de responsable administrative et financière. Depuis le 9 février 2012, Mme Sandra Favre de Oliveira occupe la fonction de directrice générale *ad interim* de l'office pénitentiaire.

L'office pénitentiaire, qui comprend quelque 600 collaboratrices et collaborateurs répartis aujourd'hui entre huit établissements, le service de probation et d'insertion et le service d'application des peines et mesures, sera amené à évoluer de manière importante ces prochaines années pour faire face aux besoins du canton en matière de détention. L'expérience professionnelle de Mme Favre de Oliveira, sa connaissance de l'office pénitentiaire ainsi que son rôle en qualité de directrice générale *ad interim* lui permettront de remplir pleinement les exigences inhérentes à la fonction.

Pour toute information complémentaire : M. Robert Monin, secrétaire général, DS, ☎ 022 327 94 10.

Hôpitaux universitaires de Genève : conseil d'administration complété

Le Conseil d'Etat a complété la composition du conseil d'administration des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) en nommant comme ses propres représentants Mme **Ariane Blum Brunier** et M. **Carmelo Stendardo**.

Le conseil d'administration des HUG siège désormais valablement dans sa nouvelle composition (voir [point de presse du 26 septembre 2012](#)).

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
11 octobre 11h15	Négociations Suisse-Union européenne et fiscalité cantonale des personnes morales : un enjeu majeur pour Genève	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Roland Godel (DF) ☎ 022 327 98 07
19 octobre 18h30	<i>Neon Parallax</i> , quand l'art public innove !	Plaine de Plainpalais	DIP VGe	Geneviève Bridel ☎ 022 546 66 68
12 novembre 10h30	Signature des premiers contrats corridors biologiques transfrontaliers	Maison du Salève 775, route de Mikerne F – 74160 Présilly	DIME	Jean-Marc Mitterer ☎ 022 546 76 10